



## CT-REA du 9 décembre 2021

### Une nouvelle preuve de la qualité du dialogue social en Occitanie !!!

Lors du CT-REA extraordinaire qui s'est tenu jeudi 9 Décembre le Directeur Régional a maintenu sa proposition de carte 2022-2023 de formations initiales scolaires de l'Enseignement Agricole Public. Pour mémoire et dans l'ordre de priorité :

- Ouverture d'un Bac Techno STL au LEGTPA de Villefranche de Rouergue (en section avec le Bac STAV existant - gelé en classe de 1ère en 2021/2022 - et en partenariat avec l'Éducation Nationale)
- Ouverture d'une classe de 3ème au LPA de Castelnau-le-Lez
- Ouverture d'un CAPA Palefrenier Soigneur au LPA de Mirande (en section avec le CAPA Maréchal Ferrant existant)

Nous avons dénoncé le manque d'ambition de cette carte qui avait été unanimement rejetée lors du précédent comité technique par l'ensemble des représentant.es des personnels. Nous regrettons que le Directeur Régional ait obtempéré à l'injonction de la DGER de limiter les ouvertures pour respecter le schéma national d'emplois qui prévoit la suppression de 16 postes en 2022. Dans certaines régions toutes les demandes d'ouverture ont été présentées incluant les classes de BTS. Le Directeur Régional assume sa préférence pour le privé : 7 ouvertures sont prévues dans ce secteur contre 3 dans le public alors qu'il scolarise la majorité des élèves.

Cette indigence et l'inégalité de traitement entre le public et le privé ont conduit l'ensemble des représentant.es des personnels à voter contre le projet régional d'évolution des structures. Cette décision de l'autorité académique pénalisera fortement les lycées agricoles publics au profit de l'enseignement privé qui offre davantage de formations dans la filière Services.

Nous dénonçons en particulier les ouvertures du CAPA SAPVER au LEPAP « Clair Foyer » de Causade et à la MFR « Bel Aspect » de Gaillac qui menacent les établissements publics de Cahors et de Villefranche-de Rouergue. Dans le même temps l'ouverture de cette formation est refusée par le Directeur Régional au LPA de Narbonne au prétexte de la concurrence avec l'établissement privé de Lézignan.

Ce nouveau mauvais coup porté à l'Enseignement Agricole Public en Occitanie est inacceptable !

Nous ne nous résignerons pas. Nous poursuivrons inlassablement la lutte en faveur d'une politique éducative ambitieuse. Nous continuerons à défendre un service public pour toutes et tous !